

Groupe Centre, Démocrates et Indépendants

Conseil municipal de Rouen - 27 novembre 2009

Délibération 4-1

Débat d'orientation budgétaire

Madame le Maire,

Ce document d'orientation budgétaire est conforme à ce que nous attendions. Et comme, nous n'en attendions pas grand-chose et nous n'avons pas été déçus. Nous n'en attendions pas grand-chose parce-que Le plan pluriannuel d'investissement voté en juillet dernier avait déjà donné le ton de la mandature : absence d'orientations fortes guidant l'action municipale des cinq années à venir, aucun souffle et peu d'ambition. Qui plus est la véritable information, vous l'avez donnée il y a six mois déjà à la presse : vous allez augmenter les impôts de 8 % l'année prochaine, ce qui est confirmé page 7.

On peut donc se demander à quoi sert ce débat d'orientation budgétaire puisque vous en avez tiré les conclusions avant même qu'il y ait eu lieu. On retrouve là votre méthode. Vous dites que vous consultez, que vous faites de la démocratie participative. En fait, vous prenez vos décisions avant tout débat et vous tenez des réunions pour amuser la galerie.

La vraie démocratie aurait consisté à nous présenter votre analyse et à écouter celle des différents groupes puis à prendre votre décision d'augmenter ou non les impôts, si oui, à quel taux et pourquoi faire ?. Nos collègues communistes ont été contraints d'avoir recours à la presse ces derniers jours pour tenter l'amorce d'une discussion. Ca fait réfléchir

Alors que peut-on dire de votre document ?

Comme l'an passé, il commence par une longue description des incertitudes économiques et financières liées à la crise et à la réforme des collectivités territoriales et au remplacement de la taxe professionnelle. Il est vrai qu'il y a aujourd'hui un débat en cours sur cette dernière question. Le Parlement d'ailleurs ne s'est pas définitivement prononcé. Cette période de transition n'est pas confortable pour les élus, il faut le reconnaître. Il peut être légitime d'être prudent. Mais rien ne justifie le repli sur soi et le renoncement, ce que traduisent ces orientations et ce que traduisait déjà le PPI, j'y reviendrai, ni la critique systématique et caricaturale que vous faites si souvent du gouvernement et de l'ancienne municipalité.

Soyons francs, déjà avant la crise que nous déplorons tous, nous nous avions conscience que nous étions au bout d'un système et que l'Etat et les collectivités devaient faire un effort à travers non seulement la Revue Générale des Politiques Publiques mais aussi la réforme des collectivités territoriales. C'est parce que nous n'avons pas su nous réformer depuis des années que nous avons abordé la crise dans des conditions bien plus difficiles que nos voisins européens. Il est à noter que l'Etat a consenti un réel effort en maintenant en 2009 une progression de 2% de l'ensemble des dotations et prélèvements sur recettes, alors que le taux de l'inflation avait été révisé à 1,5% : résultat un surplus de 275 millions d'euros en faveur des collectivités locales, dont 200 millions au seul titre de la dotation globale de fonctionnement. Dans le même temps il a perdu a perdu 54 milliards de recettes....

Ainsi plus que jamais la réforme des collectivités territoriales est une nécessité , elle est d'ailleurs approuvée par 83% de nos concitoyens qui estiment que notre organisation administrative est trop compliquée ... ».

Il est vrai qu'elle ne doit pas se faire n'importe comment. **Les centristes se sont clairement exprimés la dessus en définissant quatre conditions à la réussite de la réforme** : le respect de l'équilibre des territoires entre zones rurales et zones urbaines , la simplification des structures et des compétences , un mode de scrutin qui garantisse le pluralisme des idées politiques et la parité , et enfin, ce qui nous concerne plus ce soir, l'autonomie fiscale des collectivités territoriales , autonomie qui au passage décroît chaque année depuis vingt ans, les collectivités étant sous perfusion de l'Etat par le jeu des dotations.

S'agissant de la taxe professionnelle :

La suppression de la TP est nécessaire : cet impôt a été altéré par ses réformes consécutives (plus de vingt). Aujourd'hui, en assumant de nombreux dégrèvements et exonérations, c'est l'Etat qui acquitte près de la moitié de son produit, ce qui a distendu le lien fiscal indispensable entre entreprises et collectivités ; Il pèse sur les investissements avant qu'ils n'aient généré de création de valeur et il ne permet pas un lien fiscal fort entre entreprises et collectivités.

Pour autant cette réforme dans sa forme initiale était inacceptable : elle menaçait l'autonomie fiscale et financière des collectivités et elle ne garantissait pas que élus locaux disposeraient d'impôts stables, dynamiques et prévisibles pour mener leurs missions.

L'Assemblée nationale a amélioré le texte notamment en instaurant un lien fiscal direct entre entreprises et collectivités par la territorialisation de la cotisation sur la valeur ajoutée, c'est-à-dire son imposition dans la commune où l'entreprise dispose de locaux et en affectant 20% du produit de cette cotisation au bloc communal (nous réfléchissons aujourd'hui au Sénat à la possibilité d'accroître cette part). **Mais de nombreux sénateurs, dont les centristes, ont considéré que c'était insuffisant et ont refusé d'examiner cette réforme importante à l'emporte-pièce.** Il a donc été décidé de découpler l'examen de l'article 2 en deux volets, le premier,(examiné dans le titre premier du PLF,) relatif à la suppression de la TP, à la création des impôts nouveaux et à l'année 2010, et le second volet, relatif à la répartition des ressources(la nouvelle cotisation a valeur ajoutée) et à **la péréquation qui ne sera appliqué qu'à partir de 2011,**(dans la seconde partie du texte). **Il est donc mensonger de dire que la suppression de la taxe professionnelle fera peser sur les ménages des charges fiscales nouvelles.**

Dans le premier volet, le texte a été sensiblement amélioré et avec mes collègues nous avons obtenu :

- Le maintien de la cotisation minimale sur la valeur ajoutée de 250 euros par toutes les entreprises de plus de 500 000 euros de chiffre d'affaires ;
- Le maintien d'une déliaison partielle des taux des impôts ménages et des impôts entreprises : les collectivités pourront faire varier leur taux de TP dans la limite 1,25 fois l'augmentation de leur TH ou, si elle est moins élevée, de l'augmentation du taux moyen pondéré de la TH et des taxes foncières, les autres possibilités de déliaison demeurent ;
- Une compensation-relais égale à la plus avantageuse des deux sommes suivantes : produit 2009 ou bases 2010 x taux 2008 dans la limite du taux voté pour les impositions au titre de

l'année 2008 majoré de 0,6%

Lors de l'examen du second volet de la réforme, le groupe UC défendra:

- Deux clauses de revoyure : la première lors du second trimestre 2010, pour finaliser la réforme en disposant du temps pour examiner des simulations détaillées sur plusieurs scénarii de répartition, la seconde, après la réforme des compétences des collectivités ;
- Des principes clairs pour guider les travaux qui se poursuivront en 2010 : la territorialisation de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVA), au moins pour le bloc communal ; la fixation du produit de CVA affecté au bloc communal selon toute la valeur ajoutée produite sur leur territoire ; l'affectation à chaque niveau de collectivité d'un panier de ressources fiscales suffisant, dynamique et stable.

Voilà cette explication un peu technique pour équilibrer les propos tenus.

A propos de l'endettement de la Ville :

On est frappé par la différence de ton entre votre document et les polémiques que vous entretenez dans la presse. Vous parlez vous-même d'un « endettement contenu ». On est loin de la catastrophe décrite dans les médias. Dans un article fin octobre, vous aviez une nouvelle fois évoqué en termes fallacieux et alarmistes la situation financière de la ville. Oui, l'endettement a augmenté pendant le mandat précédent et c'est d'abord en raison du retard accumulé dans la modernisation de la ville : musées et équipements publics fermés, reconquêtes des friches industrielles et portuaires, rénovation des quartiers sensibles, éclairage public et feux tricolores,... auquel s'est ajouté le nécessaire redressement financier de Rouen Habitat que nous avons du supporter sans aucune aide de l'agglomération, du département ou de la Région. Les investissements réalisés profitant aussi aux générations à venir, **leur financement par emprunt était économiquement et socialement justifié.**

Cependant si la situation financière de la ville de Rouen est très proche de la majorité des grandes villes, c'est-à-dire tendue, elle a rien d'alarmant. Les charges qui pèsent sur cette collectivité ont toujours été importantes et ses marges de manœuvre faibles. La dette représente en 2009 162 millions d'euros ; elle est inférieure à ses recettes annuelles de fonctionnement (170 millions). L'endettement par habitant est de 1500 euros. Or, il y a bien des villes où il est supérieur voire nettement supérieur (Tours, Nîmes, Marseille, Nice, Montreuil, Boulogne-Billancourt, St Etienne,...). Le taux moyen de notre dette est inférieur à celui de villes comparables, comme vous le reconnaissez vous-même.

La seule question préoccupante est celle des « emprunts structurés », une partie s'est révélée toxique à compter de 2008 en raison de la volatilité, difficilement prévisible de certains indices .Elle a représenté pendant plusieurs années une économie non négligeable pour notre ville, ce qu'on omet de rappeler aujourd'hui .Une renégociation a été entreprise, et ce n'est pas simple et nous vous soutenons dans cette démarche.

1800 autres collectivités ont eu recours depuis plus de dix ans à de tels produits financiers. Aussi est il juste d'accabler vos prédécesseurs de tous les maux, la plupart de vos collègues ont fait preuve de plus de retenue. La communauté urbaine de Lille est touchée ; accuseriez-vous madame Fourneyron votre amie madame Aubry comme vous le faites de votre prédécesseur d'aveuglement. Non forcément pas, vos camarades socialistes choisissent cet angle d'attaque lorsque leur prédécesseurs sont des UMP ou des centristes. Monsieur Claude Bartolone lui-même

n'a pas choisi de le faire et pour cause son prédécesseur est communiste et membre de son actuelle majorité.

Enfin tous les emprunts ont été soumis à chaque fois au conseil municipal auquel rien a été caché. Je mets au défi l'actuelle équipe municipale de prouver une quelconque dissimulation contrairement avec ce que vous affirmez madame le Maire trop légèrement. Il faut rappeler à ce propos que le rapport de la chambre régionale des comptes rendu public en novembre 2007 a attesté de la sincérité des comptes de la ville ;

Endettement, emprunts,... Voilà ce qui justifie votre décision d'augmenter la fiscalité de 8% ! Revirement soudain quelques mois après promis le contraire pendant votre campagne et surtout quelques mois après le vote du premier budget. Vous aurez beau jeu de dire que c'est à cause de la réforme !

Priver les Rouennais de 6 millions d'euros par an, ce sera 30 millions au terme du mandat. Nous y sommes totalement opposés. D'une part, ce n'est pas justifié : il faut que les rouennais le sachent. Si le surcoût des emprunts toxiques est de 400 000 euros en 2009, cela représente 0,7 point de fiscalité, pas huit ! D'autre part vous savez que dans le cadre du PLF 2010, comme je viens de l'expliquer, l'Etat garantit les compensations pour 2010 et qu'ensuite la redistribution du produit des nouvelles taxes ne sera examinée qu'en décembre pour n'être appliquée qu'en 2011. Dans l'entrefait, une clause de revoyure permettra si la réforme des collectivités proprement dite justifie une évolution du panier des ressources de chaque niveau de collectivité.

Parlons projet

Oui, vous avez décidé de sécuriser la dette, vous avez décidé de faire des provisions, c'est très bien, mais cela ne suffit pas, avec le marché bio, la création de lignes pédibus, les voitures électriques dans les cimetières et les animations d'une ville qui étonnamment se revendique « givrée », pour faire une politique d'avenir pour notre ville et pour dynamiser Rouen.

Très sincèrement, voici un an, vous étiez encore dans l'après élection municipale, vous continuiez allègrement à décliner les thèmes de campagne. Vingt mois plus tard, c'est le désenchantement total. C'est symptomatique : à quelques semaines du vote du budget, le document que vous nous présentez manque d'indicateurs. Quelques exemples :

- Quel est le montant de l'investissement prévu en 2010 ? Aucune estimation n'est annoncée.
- Quel est le programme d'emprunt, quel sera l'autofinancement ? On évoque l'année en cours mais pas l'année à venir.
- Comment se répartissent, hors charges de personnels, les crédits de fonctionnements des services ?

Les orientations par pôles occupent une large place (12 pages) mais ce n'est qu'un catalogue vague et non hiérarchisé. Cette accumulation d'intentions ne comporte ni description précise des actions ni estimations des sommes qui leur sont consacrées. En revanche dans ce fourre-tout, on n'hésite pas à mentionner les actions conduites par l'Etat ou les autres collectivités publiques. Il est même question de la gare Saint Sever dont la faisabilité est encore incertaine et dont l'échéance est au mieux en 2020.

Outre l'absence regrettable d'estimations chiffrées, rien n'apparaît vraiment quant à l'implication sociale de notre ville. Alors que le chômage a augmenté depuis la crise financière et

économique, aucune préoccupation en faveur des jeunes ou des familles en difficultés ne sont exprimées dans ce document censé cadrer la politique municipale :

- le nombre d'emplois aidés est stable voire en diminution
- la subvention au CCAS n'est pas revalorisée à la hauteur des nouveaux besoins
- aucune mesure n'est prise pour aider les jeunes à trouver du travail

La ville prend-elle sa part de lutte contre les exclusions qui concerne tous les acteurs ? Nous suggérerions que l'enveloppe consacrée aux colis de Noël sans condition de ressources soit affectée à l'organisation de stages pour les jeunes. La fiscalité va augmenter de près de 10% en 2010 : + 8 % pour le taux et + 1,2 % pour la revalorisation législative des bases. Est-ce le meilleur moyen d'aider les familles modestes et les classes moyennes à surmonter leurs difficultés auxquelles elles sont confrontées ? À ce propos, en période de crise, période qui rend tout pronostic sur l'avenir aléatoire, nous aurions apprécié connaître vos engagements ou même vos accompagnements à tous les projets locaux concernant l'emploi dans notre ville. Il est assez saisissant de constater que les mots « économie » et « emploi » sont pratiquement absents des orientations budgétaires 2010.

Ensuite, on notera que les projets municipaux structurants du mandat annoncés page 23 sont les quelques projets rescapés du mandat précédents, que ce soit le nouveau quartier à l'ouest Luciligne, l'éco-quartier des Deux Rivières. On est bien loin, vous vous en rendez compte chers collègues, du Bricorama proposé à l'époque par Monsieur Robert. Ces dernières années ont fait l'objet d'un travail progressif de valorisation des sites de Repainville et de la côte Ste Catherine, la restauration du patrimoine, l'auberge de jeunesse, la reprise des Gaumonts.

Idem pour les quelques études qui seront lancées. Je dis quelques parce-que la DM semble acter l'abandon de très nombreuses études. A cet égard par exemple, alors que vous annoncez votre volonté, et là je vous approuve complètement, la création d'un EPCC des quatre écoles d'art Normandes, je ne comprends pas pourquoi vous renoncez aux études sur l'Erba et le conservatoire. Il y a d'autres choses aussi que nous ne comprenons pas, complètement contradictoire avec des décisions prises il y a quelques mois :

- page 23, une étude sur la reconstruction de la crèche « Rose des Vents », ce ne serait pas la crèche Dolto ça !
- page 17, le développement de l'offre de place en crèche et l'élargissement des partenariats pour répondre aux besoins des gardes des familles et permettant une diversification de l'offre ! La il y a de quoi s'étouffer !

Dans ces temps où, vous le dites vous-même, l'argent se fait rare, dans une logique d'agglomération, il n'est pas normal que vous nous proposiez des doublons : la maison de l'étudiant dans le Hangar 9 alors qu'on a déjà l'espace de l'étudiant à Rouen et la maison de l'Université à Mont Saint Aignan et toujours pas de quoi accueillir les enseignants chercheurs et les acteurs de la vie internationale en un lieu adapté dont disposent de grands villes. On aura deux salles de musiques actuelles l'une en face de l'autre, deux hangars chacun campé sur sa rive et toujours pas de plateau théâtre digne de ce nom !

Quelle vision stratégique de l'agglomération avez-vous pour Rouen, Madame le maire ? Sur cette question nous vous attendons encore. Vous dites page 19 : « La ville de Rouen se construira en synergie avec les autres collectivités de ce bassin d'emploi » (en parlant de l'agglomération). Dans ce cadre, elle devra en tant que ville centre non seulement accompagner les grandes transformations institutionnelles (CREA, agence d'urbanisme - comment ferez-vous d'ailleurs

puisqu'il paraît que vous n'êtes pas au bureau ?) mais être aussi moteur des grands projets de demain. C'est sans doute ce que vous avez voulu faire en proposant de démolir la médiathèque.

Nous avouons là notre consternation : jamais au cours du débat pseudo démocratique qui a précédé la création de cette entité qui, pour moi, de par le périmètre choisi et le projet proposé, ne servira pas Rouen et ses habitants, nous vous avons entendu sur ce sujet. C'est Monsieur Sanchez qui va porter ici et là la bonne parole : la ville de Rouen doit être solidaire de toujours plus de petites communes. Nous pensons que s'il était pertinent de s'associer avec Elbeuf, ce qui en soit constituait un seuil suffisant, alors que Rouen se trouve déjà au cœur d'une agglomération balkanisée, il y a avait lieu ensuite de s'associer à des communes porteuses de caractéristiques communes permettant des synergies fortes dans le domaine notamment du développement économique, tertiaire et culturel.

Que reste-t-il pour vous aujourd'hui, que reste-t-il de votre part à accomplir en tant que Maire de Rouen, vice-présidente de l'Agglomération, pour donner confiance, donner de l'espoir ? Il y a comme un malaise, quand je vois le nombre d'études qui n'ont pas démarré cette année. Il suffit de se référer à la DM2. Il reste quatre ans de mandat et on a l'impression que rien ne démarre et que la ville n'en finit pas de se réorganiser. Quand on entend ce qu'ont à dire la plupart de nos services municipaux, nous les connaissons bien, vous les connaissez bien, certains espéraient que vous feriez mieux que d'autres, étant plus proches sociologiquement, socialement, politiquement. Et bien votre « plan d'avancées en matière de ressources humaines placé sous le signe du dialogue social » a encore beaucoup à progresser !

Ils sont aujourd'hui plus que déçus. Et pourquoi cette déception est-elle grave ? Parce que ce ne sont pas que des fonctionnaires, ce sont aussi les acteurs de la politique municipale, et si ces personnes sont démotivées dans leur métier aujourd'hui, vous imaginez bien que ce ne seront pas les meilleurs ambassadeurs de la ville demain.

Voilà toutes les raisons pour lesquelles je crains que ce malaise qui s'installe durablement dans la ville, malaise encore une fois né de votre déficit d'ambition, de vos hésitations et changements de pied dans les décisions, parfois ou même de décisions contraires au bon sens et contraire à l'intérêt de la ville.

Je voudrais que cette occasion de discussion de notre projet commun au-delà de nos divergences politiques soit aussi l'occasion de poser comme principe fort que Rouen est une grande ville, que c'est une petite au cœur d'une grande agglomération. En attendant, votre discours alarmiste tenu dans les médias nationaux fait que les investisseurs privés fuient Rouen. Ou alors ils proposent leur intervention à des prix beaucoup plus élevés.

Madame le Maire, finalement, ce soir, à travers ces orientations budgétaires, après une année complète sous votre gestion, puisque 2009 vous appartient complètement, notre groupe attendait la réponse à deux questions principales : quel projet prioritaire inspiré par votre volontarisme politique alliez-vous confirmer pour 2010 en dehors de la gestion quotidienne ? Augmenter les impôts des Rouennais de 8% en 2010 après avoir affirmé ne surtout pas augmenter vous mettait dans l'obligation de proposer des projets à la hauteur des efforts que vous demandez aux contribuables rouennais ? La réforme de la taxe professionnelle ne doit pas être l'exutoire à l'absence de projets de la ville. Nous serons contraints donc contraints d'attendre la présentation du budget en janvier pour y voir plus clair.

Évidemment, on ne peut pas s'exonérer des contraintes de la gestion budgétaire mais, une fois que vous aviez posé les données chiffrées, nous attendions un souffle un peu plus politique, un peu moins technocrate qui nous fasse espérer des jours meilleurs pour notre ville. Or, ce n'est pas complètement intéressant mais vous avez multiplié les comparatifs 2009 sur 2008 et, plus étonnant, sur 2007 et sur la moyenne des sept ans du mandat précédent.

Concernant les chiffres, je suis plutôt bon client mais vous êtes maintenant aux affaires depuis une vingtaine de mois et les Rouennais seront de moins en moins intéressés par les retours systématiques au passé. Sur vos résultats de gestion, oui, nous vous donnons quitus sur un certain nombre de points et de résultats que vous avez obtenus. Nous les citons en vrac, nous avons surtout remarqué trois sujets.

Malgré vos efforts pédagogiques envers le personnel, on semble constater en écoutant les uns et les autres que, si les agents de la Ville comprennent et éventuellement adhèrent à vos objectifs globaux de gestion, vous avez un sérieux problème actuel de dialogue et de méthode pour arriver à les convaincre. Ils ont l'impression d'être peu ou pas assez écoutés à travers vos décisions alors que nous considérons que vous avez utilisé des méthodes de concertation qui étaient au départ tout à fait acceptables.

Sur le fond, nous pouvons partager les objectifs mais, attention, cela vous demande une capacité managériale et un sens de la démocratie participative qui ne semblent pas démontrés depuis quelques mois.

Deuxième remarque sur vos efforts de gestion : même si nous sommes dans des échelles tout à fait différentes, vous avez diminué de 3 % en 2008 les frais de représentation, fêtes et cérémonies, et vous proposez la même chose sur 2010. Cela va dans le sens des économies raisonnables.

Troisième remarque, sur la gestion de la dette. On ne va pas refaire le débat habituel sur les produits dérivés. Vous avez pris des décisions que nous approuvons sur la baisse des emprunts à risque dans la dette, vous avez un objectif de finir à 20 % quand nous avons démarré à 70 %. C'est justifié par le contexte et cela ressemblera globalement à la moyenne des autres grandes villes françaises.

Oui, nous approuvons également que vous mettiez en responsabilité judiciaire les banques qui ne veulent pas réviser leurs engagements dont la Deutschebank en reconnaissant de facto qu'elles ont clairement exagéré en nous prenant un peu pour des joueurs de poker. Nous demandons d'ailleurs une intervention de l'État français au niveau européen pour trouver des solutions qui contraindraient les banques étrangères ayant prêté à des collectivités françaises à participer à la sortie des situations à risque. La charte de bonne conduite est un bon début de la part du gouvernement mais, pour nous, pas assez contraignante.

Nous approuvons globalement la gestion des risques et nous sommes d'accord pour revenir à une capacité d'autofinancement qui mette nos finances à l'abri du cours du dollar, du yen ou du franc suisse. Vous avez parlé de la provision de 6 millions d'euros pour risques financiers que nous approuvons totalement.

Cela ne doit pas pour autant occulter le reste c'est-à-dire nous indiquer clairement vos choix prioritaires d'investissement dans la limite des finances de la Ville. Nous aimerions à ce sujet connaître l'apport de la nouvelle Direction de l'Évaluation et de la Prospective que vous

avez mise en place. Nous n'avons pas vu trace de sa contribution même si nous critiquons toujours son rattachement à la Direction Générale. Nous aurions pu en voir là l'expression.

Après ce que nous avons considéré comme positif, il y a un mais. En réalité, même si ce n'est pas critiquable, la seule attention à l'emploi passe par le démarrage ou la continuation de l'aménagement de Châteaureux et du site de La Manufacture Cité du Design dont on peut dire jusque-là qu'il n'a pas créé de nouveaux emplois si ce n'est des déménagements que nous avons approuvés.

Sur l'année 2010, vous dites votre inquiétude sur la réforme des collectivités territoriales sur la suppression de la taxe professionnelle. Cette inquiétude et ce mécontentement montent de toute la France. Entendre Alain Jupé ou Jean-Pierre Raffarin dire que nous allons droit dans le mur sur le remplacement de la taxe professionnelle par une cotisation locale d'activité n'est pas pour nous rassurer.

Néanmoins, vous ne pouvez pas en même temps arguer d'une diminution des dotations ou des compensations fiscales versées par l'État puisque 2010 sera presque à l'identique de 2009. Vous avez cependant raison de pointer la baisse des compensations de taxe professionnelle liée à l'évolution de notre population. À ce sujet, vous soulignez que nous perdons toujours des habitants à Saint-Étienne. Cela aurait peut-être mérité une attention particulière dans vos orientations budgétaires. Enfin, vous continuez et souhaitez intensifier les actions liées à nos quartiers par l'ANRU. Vous restez dans la continuité de ce grand projet que nous approuvons aussi.

Sur les projets divers 2010, nous n'avons rien contre une année des jardins ni contre un meilleur suivi des actions du contrat avec l'ASS. C'est d'ailleurs ce que M. l'Adjoint aux sports avait déjà promis pour 2008 et 2009. Nous sommes donc dans la continuité.

En revanche, nous aurions apprécié que les associations soient mises un peu plus au cœur de vos préoccupations. Elles sont expédiées en un paragraphe de fin de texte en indiquant les travaux d'investissement prévus mais on ne voit pas la grande ambition sur la vie associative dans notre ville. Ce n'est pas seulement une question budgétaire, c'est aussi une question du sens et de l'importance que vous donnez aux efforts reconnus de tous les Stéphanois qui contribuent au bien vivre et au vivre ensemble de nos concitoyens.

En conclusion, vous avez bien compris que sans plus de détail sur ce que vous allez réellement inscrire au budget 2010, il nous est difficile de nous réjouir de vos orientations budgétaires, pas plus que de les rejeter en bloc. L'annonce de l'augmentation de 8 % des impôts nous rend encore plus dubitatifs.